



PAR COURRIEL

Québec, le 20 septembre 2024

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES ET PRÉSIDENTS-
DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET
DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,
Messieurs,

Faisant suite à la correspondance transmise à la présidente du conseil d'administration le 27 août 2024, l'analyse de l'ensemble des données réelles finales au 31 juillet 2024 et des prévisions de dépenses anticipées au 31 mars 2025 qui ont été transmises au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), et le fait que la situation budgétaire des établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) n'est pas au niveau de ce qui est attendu à ce moment-ci, et ce, bien que des budgets additionnels importants ont été consentis pour la consolidation des services.

Les établissements du RSSS se doivent de respecter les budgets octroyés, et des mesures immédiates de rigueur doivent être mises en place. Ainsi, il est demandé au RSSS, et ce, dès maintenant, de prendre les mesures administratives nécessaires, y incluant des mesures d'optimisation additionnelles pour redresser la situation sans ajouts de budgets additionnels en provenance du MSSS. Notons également que ces mesures d'optimisation ne doivent pas avoir pour effet d'affecter les services à la population.

... 2

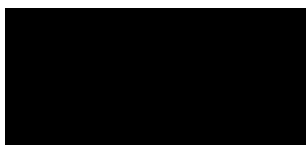
Rappelons qu'en vertu de la Loi sur l'équilibre budgétaire du réseau public de la santé et des services sociaux (Loi), un établissement public ne doit pas encourir de déficit à la fin de l'exercice financier. Au besoin, les mesures nécessaires doivent être adoptées rapidement par le conseil d'administration afin d'atteindre et de maintenir l'équilibre budgétaire dans le respect des lois, règlements et directives. De plus, l'article 11 de la Loi précise que lorsque la situation financière d'un établissement public le justifie, particulièrement lorsque le maintien de l'équilibre budgétaire de cet établissement est menacé, le ministre peut établir des mécanismes de contrôle afin de s'assurer de l'atteinte de l'objectif de la présente loi. Il peut notamment exiger de cet établissement la mise en place d'un programme d'évaluation ou d'un programme de vérification interne.

Un plan d'action chiffré pour redresser la situation budgétaire des établissements du RSSS était attendu de Santé Québec pour le 30 septembre 2024. Considérant, la situation actuelle et les rencontres ayant eu lieu avec les autorités, ce plan est maintenant attendu d'ici le 24 septembre 2024. Notons que ce dernier sera transmis au Secrétariat du Conseil du trésor. Ce plan doit tenir compte de mesures de réduction des dépenses administratives afin d'atteindre un taux administratif de 5 % des dépenses.

Pour toute information, nous vous invitons à communiquer avec madame Kathleen Munger, sous-ministre adjointe au financement, à l'allocation des ressources et au budget à l'adresse kathleen.munger@msss.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel Paré

c. c. M^{me} Geneviève Biron, Santé Québec
M^{me} Kathleen Munger, MSSS
Directrices et directeurs des ressources financières des établissements publics de santé
et de services sociaux

N/Réf. : 24-MS-04009-03